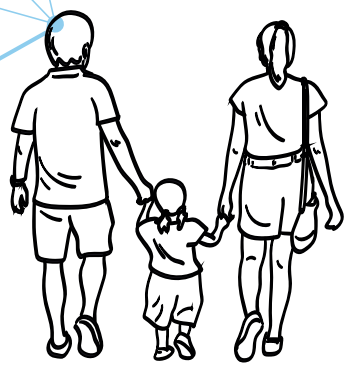
n° 100 Avril 2026

AURAN

Les synthèses de l'Auran

La baisse des naissances impacte la démographie de la Loire-Atlantique



Les dernières données publiées par l'Insee au 1er janvier 2026 font état de la population au 1er janvier 2023. À cette date, 1 487 570 habitants résident en Loire-Atlantique. Le département continue de voir sa population progresser et demeure l'un des plus dynamiques de France et toutes les intercommunalités ligériennes poursuivent leur croissance démographique sur la période 2017-2023.

Cette croissance démographique résulte à la fois d'un solde naturel positif (plus de naissances que de décès) et d'un solde migratoire également excédentaire (plus d'arrivées que de départs). Toutefois, comme ailleurs en France, le rythme de progression ralentit principalement sous l'effet de la baisse du solde naturel. Les naissances sont de moins en moins nombreuses et le nombre de décès augmente, conséquence directe de l'avancée en âge des générations nombreuses d'après-guerre. Bien que l'apport migratoire reste encore la composante principale de la dynamique locale, cette Synthèse de l'Auran proposera un focus sur le solde naturel au travers de deux leviers : la baisse des naissances et le vieillissement de la population.

L'indice conjoncturel de fécondité a fortement diminué au cours des dernières années en France. En Loire-Atlantique il est passé de 2,08 enfants par femme en 2010 à 1,55 en 2025. Cette baisse pourrait se prolonger dans les prochaines années, ce qui n'est pas sans conséquence sur les dynamiques démographiques locales.

L'autre enjeu démographique majeur est le vieillissement de la population avec l'avancée en âge des premières générations du baby-boom (80 ans en 2026). L'allongement de l'espérance de vie nécessite un accroissement des dispositifs d'accompagnement, de services et de solidarité : maintien de l'autonomie, voire prise en charge de la perte d'autonomie, lutte contre l'isolement, adaptation du logement, etc.

Tous ces changements structurels sont autant de défis que les communes et les politiques publiques devront appréhender et savoir relever dans les années à venir.

Chiffres clés

1 487 570 habitants en Loire-Atlantique au 1er janvier 2023

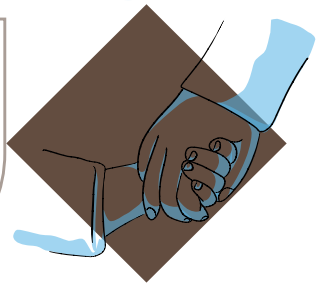
+1,1 % de croissance annuelle moyenne entre 2017 et 2023 en Loire-Atlantique

11 % de baisse des naissances entre 2021 et 2025 en Loire-Atlantique

1,55 enfants en moyenne par femme en 2025 en Loire-Atlantique

43 % des 85 ans et plus vivent seuls dans leur logement en Loire-Atlantique en 2021

20 % de hausse des décès entre 2014 et 2024 en Loire-Atlantique



Une croissance démographique toujours dynamique en Loire-Atlantique

Au 1er janvier 2023, la Loire-Atlantique compte 1 487 570 habitants. Entre 2017 et 2023, le département a gagné en moyenne 15 444 habitants supplémentaires chaque année, soit une croissance annuelle de + 1,1 %.

Si cette croissance reste soutenue, elle marque toutefois un léger fléchissement par rapport à la période précédente (2012-2017), où elle atteignait + 1,2 % par an. Plus qu'un simple ralentissement conjoncturel, cette évolution traduit l'entrée progressive dans une nouvelle séquence démographique nationale et locale.

La Loire-Atlantique, le principal moteur démographique des Pays de la Loire

La Loire-Atlantique concentre à elle seule 62 % de la croissance démographique des Pays de la Loire, alors qu'elle ne représente que 38 % de la population régionale. Sa croissance est ainsi 1,5 fois supérieure à la moyenne régionale (0,7 % par an entre 2017 et 2023).
À l'échelle nationale, le département figure toujours parmi les territoires les plus dynamiques. Il est au 6ème rang des départements français en terme de croissance démographique, il était 7ème entre 2012 et 2017.

Derrière cette dynamique globale, les évolutions de population varient évidemment selon les territoires. L'ensemble des intercommunalités de Loire-Atlantique continue d'enregistrer une hausse de population. Pornic Agglo Pays de Retz affiche la dynamique la plus élevée, avec + 2,1 % par an entre 2017 et 2023. À l'inverse, Châteaubriant-Derval connaît la progression la plus modérée, avec + 0,2 % par an.

Sur la période récente (2017-2023), cinq intercommunalités ont vu leur croissance démographique s'accélérer : Pornic Agglo Pays de Retz, Grand Lieu Communauté, Saint-Nazaire Agglomération, Sèvre et Loire et Cap'Atlantique. Ces évolutions reflètent les dynamiques résidentielles, le développement économique et, pour certaines, l'effet littoral.

Nantes Métropole : une croissance toujours soutenue mais en ralentissement

Nantes Métropole compte 689 456 habitants au 1er janvier 2023. Sa population augmente de + 1,1 % par an entre 2017 et 2023, soit environ 7 156 habitants supplémentaires chaque année.

Si ce rythme reste soutenu, il est en recul par rapport à la période 2012-2017, durant laquelle la croissance atteignait + 1,4 % par an. Nantes Métropole fait partie des territoires de Loire-Atlantique où le ralentissement démographique est le plus marqué, aux côtés des communautés de communes de Pontchâteau–Saint-Gildas-des-Bois, de Nozay, de Clisson Sèvre et Maine Agglomération et Estuaire et Sillon.

Évolution des dynamiques démographiques entre 2007 et 2023

		Croissance démographique annuelle			Croissance liée au solde naturel			Croissance liée au solde migratoire		
	Population au 1er janvier 2023	2007-2012	2012-2017	2017-2023	2007-201	2012-2017	2017-2023	2007-2012	2012-2017	2017-2023
Loire-Atlantique	1 487 570	1,0 %	1,2 %	1,1 %	0,5 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %	0,8 %	0,8 %
		+ 13 301	+ 16 287	+ 15 444	+ 7 000	+ 5 800	+ 4 117	+ 6 301	+ 10 487	+ 11 327
Loire-Atlantique hors Nantes Métropole	798 114	1,3 %	1,0 %	1,1 %	0,5 %	0,3 %	0,1 %	0,8 %	0,7 %	1,0 %
		+ 8 817	+ 7 568	+ 8 288	+ 3 522	+ 2 169	+ 645	+ 5 295	+ 5 399	+ 7 643
Nantes Métropole	689 456	0,8 %	1,4 %	1,1 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,2 %	0,8 %	0,6 %
		+ 4 484	+ 8 720	+ 7 156	+ 3 478	+ 3 631	+ 3 472	1 006	+ 5 089	+ 3 684
Nantes Métropole hors Nantes	361 722	0,9 %	1,6 %	1,2 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	1,1 %	0,8 %
		+ 2 768	+ 5 171	+ 4 091	+ 1 509	+ 1 627	+ 1 397	+ 1 259	+ 3 544	+ 2 694
Ville de Nantes	327 734	0,6 %	1,2 %	1,0 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	−0,1 %	0,5 %	0,3 %
		+ 1 716	+ 3 549	+ 3 065	+ 1 969	+ 2 004	+ 2 075	− 253	+ 1 545	+ 990

Source : Insee RP, Etat-Civil

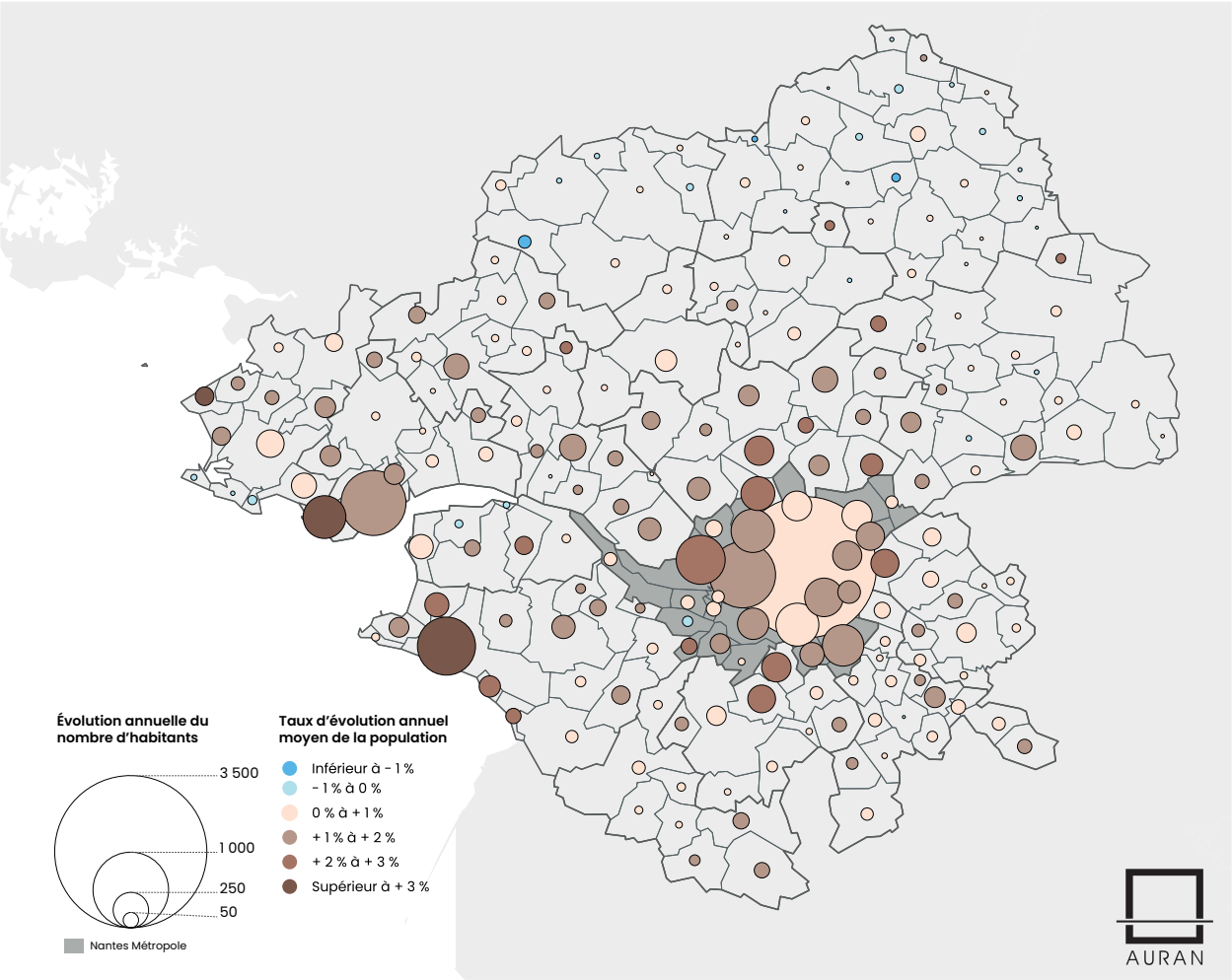
Malgré tout, Nantes Métropole est toujours l'une des métropoles les plus dynamiques de France. Elle est au 5ème rang, derrière Montpellier (+ 1,7 %), Toulouse (+ 1,5 %) Bordeaux (+ 1,3 %), et Rennes (+ 1,2 %). Elle se classait 3ème métropole sur la période 2012-2017. À noter que, contrairement aux métropoles de Nantes, Rennes et Bordeaux qui ralentissent, celles de Toulouse et Montpellier ont vu leur croissance s'accélérer sur la période récente.

Près de 9 communes sur 10 gagnent des habitants en Loire-Atlantique

À l'échelle communale, près de 9 communes sur 10 enregistrent une hausse de leur population, soit 180 communes en Loire-Atlantique. Les communes qui perdent des habitants se concentrent principalement dans le nord de la Loire-Atlantique, au sein des intercommunalités de Châteaubriant-Derval et de Redon Agglomération et dans une moindre mesure sur le littoral.

La ville de Nantes recense 327 734 habitants au 1er janvier 2023. Entre 2017 et 2023, elle gagne en moyenne 3 065 habitants par an, soit une croissance annuelle de + 1,0 %.
La ville-centre n'échappe toutefois pas au ralentissement observé à l'échelle métropolitaine, avec un recul de 0,2 point par rapport à la période précédente. Malgré cela, Nantes se classe à la sixième place des villes de plus de 100 000 habitants les plus dynamiques de France, derrière Villeurbanne (+ 1,7 %), Montpellier (+ 1,4 %), Toulouse (+ 1,2 %), Rouen et Rennes (+ 1,1 % chacune). Elle était la 2ème ville la plus dynamique sur la période 2012-2017.

Évolution annuelle moyenne de la population entre 2017 et 2023
des communes de Loire-Atlantique (44)



Géographie au 01/01/2026

Source : Insee - RP 2017 et 2023 - Réalisation : Auran - janvier 2026

Un ralentissement qui s'explique par la baisse de l'apport naturel

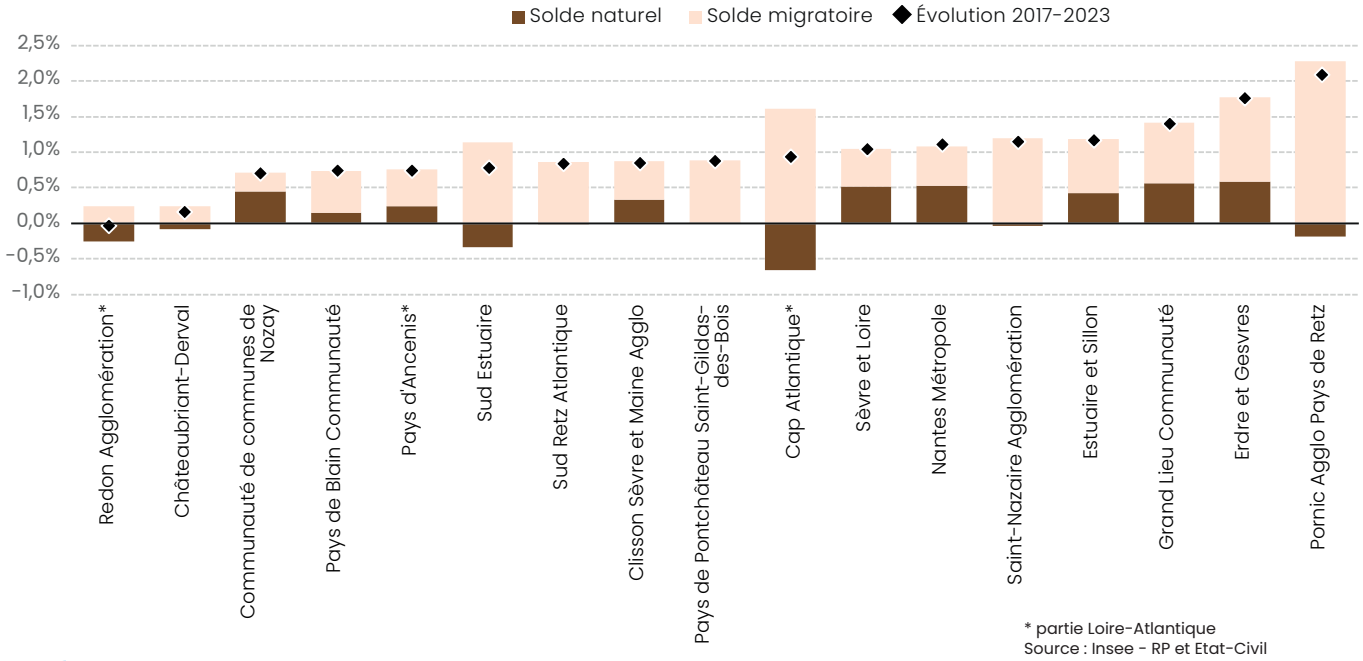
La croissance démographique repose sur deux mécanismes principaux. Le solde naturel qui correspond à la différence entre les naissances et les décès, et le solde migratoire qui mesure l'écart entre les arrivées et les départs d'habitants sur le territoire.

Entre 2017 et 2023, ces deux mécanismes contribuent à la croissance démographique du département, avec un apport annuel de 4 100 habitants lié au solde naturel et de 11 300 habitants lié au solde migratoire.

Pour autant, le ralentissement de la croissance démographique observé en Loire-Atlantique par rapport à la période 2012-2017 s'explique par la diminution de l'apport naturel, sous l'effet conjugué de la baisse des naissances et de la hausse des décès. Cette évolution s'inscrit dans un contexte plus large de vieillissement de la population et de transformation des comportements démographiques en matière de natalité.

À l'inverse, l'apport migratoire continue de progresser et devient un élément de plus en plus déterminant dans la compréhension des variations démographiques des territoires, actuelles et à venir.

Solde naturel et migratoire des intercommunalités de Loire-Atlantique entre 2017 et 2023

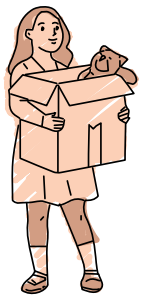


* partie Loire-Atlantique
Source : Insee - RP et Etat-Civil

De plus en plus d'intercommunalités enregistrent un déficit naturel

Dans 8 des 17 intercommunalités du département, la croissance démographique repose presque exclusivement sur les flux migratoires. Entre 2017 et 2023, Cap'Atlantique, Saint-Nazaire Agglomération, Pornic Agglo Pays de Retz, Redon Agglomération, Châteaubriant-Derval, Sud Estuaire, Sud Retz Atlantique et Pontchâteau Saint-Gildas-des-Bois affichent un solde naturel négatif, largement compensé par l'apport migratoire. Lors de la période 2012-2017, seules Cap'Atlantique et Sud Estuaire étaient dans cette situation.

Nantes Métropole reste portée à la fois par l'excédent naturel et migratoire. Mais contrairement aux autres intercommunalités, le ralentissement de sa dynamique démographique s'explique surtout par une baisse de l'apport migratoire. L'apport naturel reste stable car les naissances ont continué d'augmenter jusqu'en 2021, permettant de compenser la hausse des décès sur la période 2017-2023.

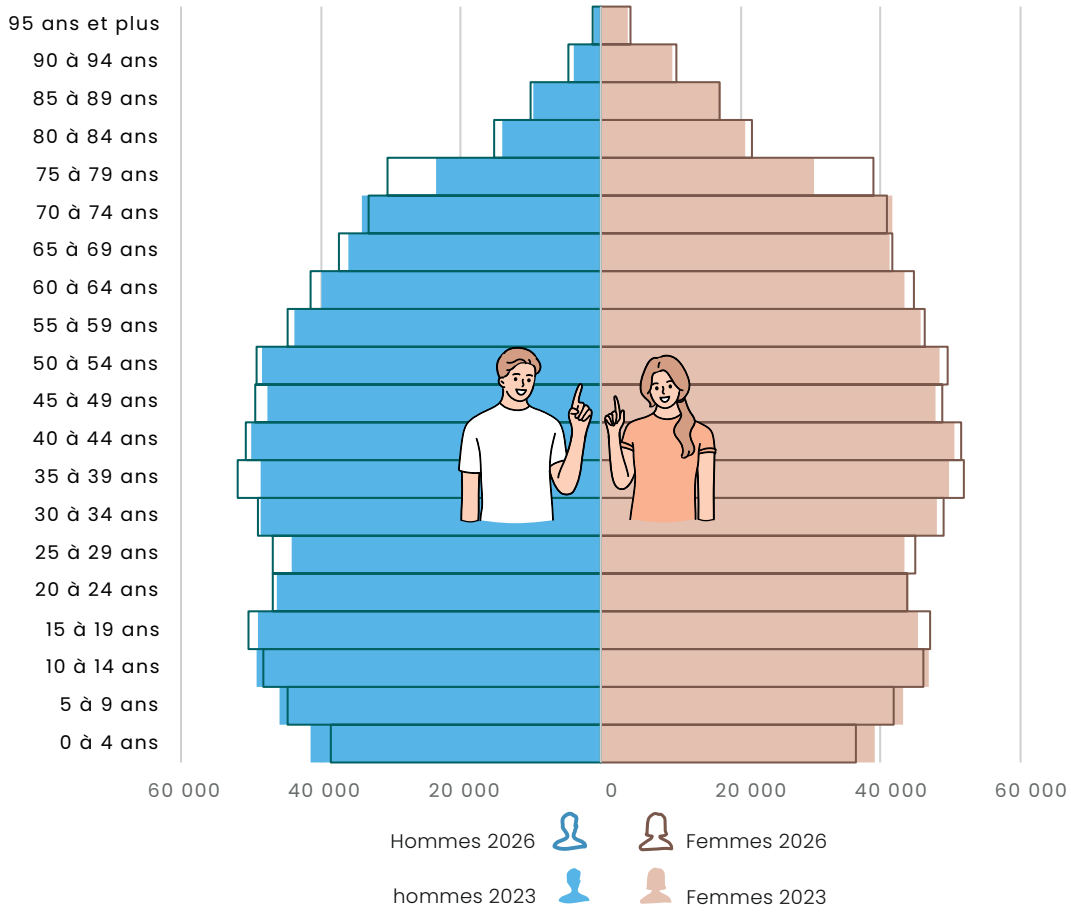


La hausse de la population départementale devrait se poursuivre

Selon les estimations provisoires les plus récentes de l'Insee[1], la population de la Loire-Atlantique atteindrait 1 522 543 habitants au 1er janvier 2026, soit une augmentation de 34 973 habitants en 3 ans. Le département resterait porté par un solde naturel et migratoire toujours positif, les naissances 2023 et 2024 étant déjà connues et supérieures aux décès.

Données provisoires de population -Loire-Atlantique

Comparaison 2023-2026



Source : Insee - Estimation de population

À l'échelle de Nantes et de la métropole, le nombre d'habitants au 1er janvier 2026 n'est pas encore connu, les estimations provisoires n'étant encore disponibles qu'à l'échelle départementale.

Pour autant il est possible d'approcher le solde naturel sur la période 2023-2026. Les premières informations disponibles montrent que les naissances seraient en baisse par rapport à la période 2017-2023 et que les décès se stabiliseraient ou augmenteraient légèrement. Néanmoins, le nombre de naissances resterait largement supérieur au nombre de décès, permettant de conserver un apport naturel, mais en érosion progressive.

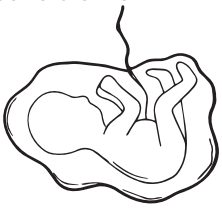
Cette évolution locale se distingue nettement de celle observée à l'échelle nationale. En 2025, le solde naturel devient négatif en France pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le pays enregistre ainsi 645 000 naissances pour 651 000 décès, soit un déficit de 6 000 personnes en 2025.

[1] Estimation de population – Loire-Atlantique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001760124.

Une baisse marquée des naissances

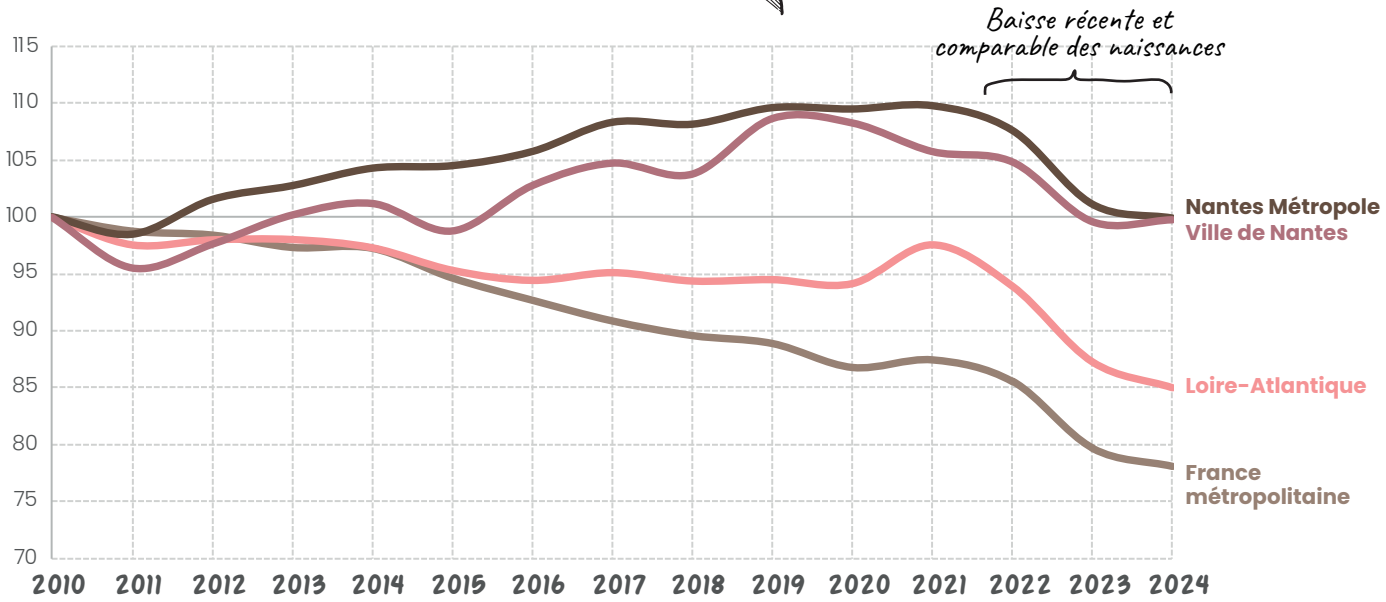
Le nombre de naissances diminue de manière significative en France depuis plusieurs années. Entre 2021 et 2025, la baisse atteint 13 % à l'échelle nationale. La Loire-Atlantique est également concernée par cette évolution, avec une diminution de 12 % sur la même période (tout en restant en excédent naturel, le nombre de décès restant inférieur à celui des naissances).

À Nantes Métropole, la tendance est également à la baisse des naissances depuis 2022. Entre 2021 et 2024, le nombre de naissances a reculé de 9 % à Nantes Métropole et de 6 % sur la ville de Nantes, confirmant que tous les territoires sont concernés par ce phénomène, bien que la métropole ait longtemps fait figure d'exception (notamment entre 2010 et 2021). En 3 ans de baisse, Nantes Métropole a retrouvé son niveau de naissances de 2010 bien que sa population ait sensiblement augmenté.



Derrière cette tendance assez nette de la baisse des naissances, plusieurs paramètres se combinent et permettent d'en comprendre les ressorts, comme nous allons le voir après au travers du recul de l'âge à la maternité et des aspirations des familles.

Évolution du nombre de naissances entre 2010 et 2024
(base 100 en 2010)



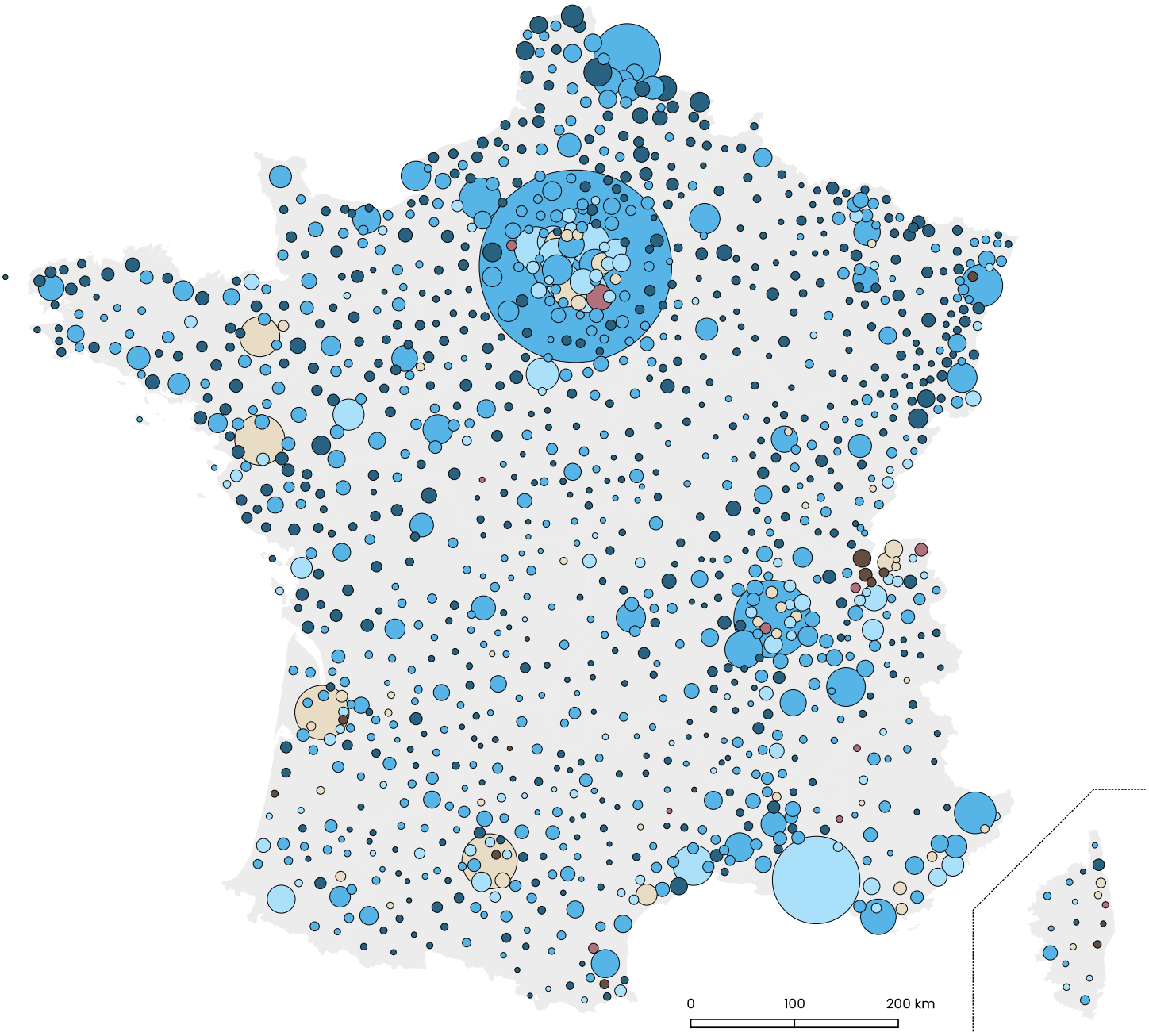
Source : Insee - Etat-Civil

La poursuite du recul de l'âge à la maternité

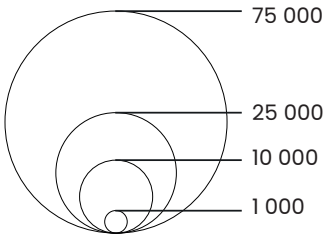
Les femmes donnent naissance à leurs enfants de plus en plus tard. L'âge moyen à l'accouchement (toutes naissances confondues) s'établit en 2025 à 31,3 ans, aussi bien en Loire-Atlantique qu'en France métropolitaine. À titre de comparaison, il était de 30,1 ans en 2010 dans le département.

Au cours des 15 dernières années, la hausse de l'âge moyen à l'accouchement s'explique en partie par des mises en couple plus tardives et/ou des difficultés financières. Quoi qu'il en soit, ces évolutions décalent l'entrée dans la parentalité et raccourcissent la période durant laquelle les femmes, si elles le souhaitent, peuvent avoir des enfants.

Évolution du nombre de naissances dans les intercommunalités entre 2010 et 2024



Volume de naissances en 2024



Évolution (en %) entre 2010 et 2024

- Inférieure à - 30 %
- - 30 % à - 15 %
- - 15 % à - 5 %
- - 5 % à + 5 %
- + 5 % à + 15 %
- Supérieure à + 15 %

Géographie au 01/01/2026
Source : Insee - Etat-Civil

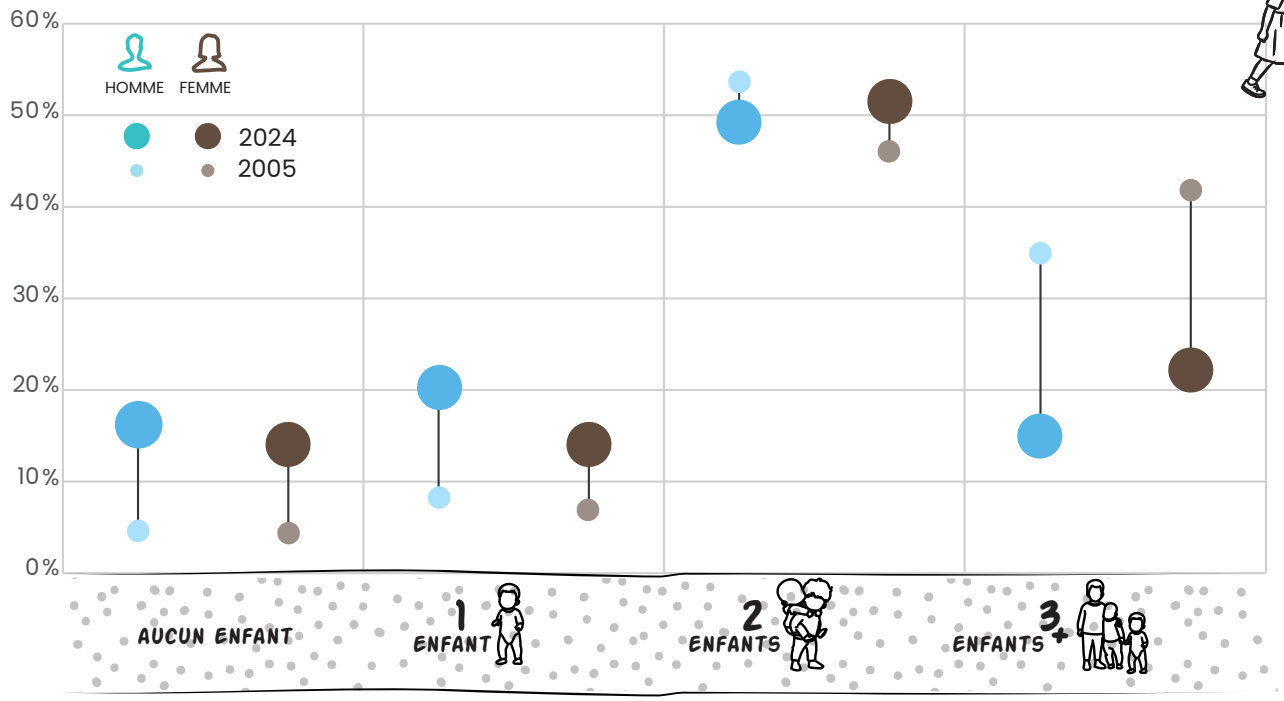
Des aspirations familiales en recul, notamment chez les jeunes

La baisse des naissances s'explique également par la manière dont les individus conçoivent la famille et se projettent dans l'avenir. Selon l'Institut national d'études démographiques (Ined)[2], *« Une conception égalitaire des rôles des femmes et des hommes »* et les personnes *« très inquiètes du changement climatique et des perspectives pour les générations futures »* sont associées à des intentions de fécondité plus faibles.

Dans ses travaux récents, l'institut met également en évidence le recul du désir d'enfants. En 2024, les femmes et les hommes expriment en moyenne moins souvent le souhait d'avoir des enfants qu'en 2005.

La part des hommes et des femmes de 18-29 ans souhaitant 3 enfants ou plus a été divisée par 2 en 20 ans. Alors qu'ils étaient 34 % des hommes et 42 % des femmes à souhaiter avoir 3 enfants et plus en 2005, ils ne sont plus que 15 % des hommes et 22 % des femmes. À l'opposé, la part des hommes et des femmes de 18-29 ans qui ne souhaitent pas avoir d'enfants a été multipliée par 3,5 (4 % en 2005 à 15 % en 2024 pour les hommes, et de 4 % à 13 % pour les femmes). La diminution du nombre d'enfants souhaités concerne l'ensemble des groupes sociaux, mais elle est plus marquée chez les moins de 30 ans.

Répartition des hommes et des femmes (18 - 29 ans) selon le nombre d'enfants souhaités en 2005 et 2024



Milan Bouchet-Valat, Laurent Toulemon, Population & Sociétés, 635, juillet-août 2025, Ined.
Champ : Femmes et hommes de 18-29 ans résidant en France hexagonale.
Source : Ined, enquêtes Erfi 1 (2005) et 2 (2024).

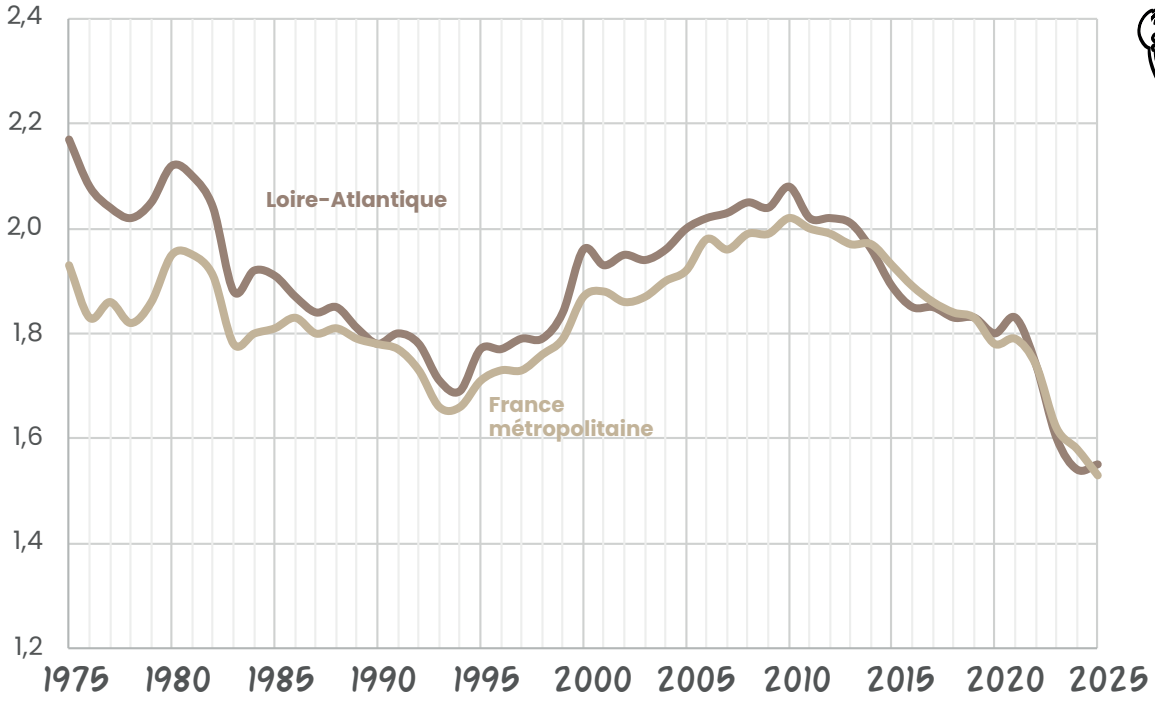
De plus, l'Ined souligne qu'il existe un écart à la baisse entre le nombre d'enfants souhaités et la descendance finale, soit le nombre d'enfants qu'une femme a eu tout au long de sa période féconde : *« Ainsi, en 2005, le nombre d'enfants souhaités par les femmes nées dans les années 1970, alors âgées de 25 à 34 ans, dépassait de 0,5 enfant en moyenne le nombre d'enfants qu'elles ont finalement eus. La baisse du nombre d'enfants souhaités entre 2005 et 2024, de 0,6 enfant pour les femmes de moins de 30 ans, laisse donc présager une diminution de la descendance finale pour les générations nées après 1985, même si l'écart entre intentions et réalisation se réduit. »*

[2] Les Français·es veulent moins d'enfants, Ined, Population et Sociétés, n°635, juillet-août 2025

L'indice conjoncturel de fécondité à un niveau historiquement bas

Ces évolutions ne sont pas sans impact sur l'indice conjoncturel de fécondité. Cet indicateur mesure le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme au terme de sa vie féconde si elle avait, les comportements observés l'année considérée. En 2025, cet indice s'élève à 1,55 enfant par femme en Loire-Atlantique, un niveau équivalent à celui observé en France (1,53). Ce niveau reste nettement inférieur au seuil de renouvellement des générations, situé à plus de 2 enfants par femme, seuil qui n'a pas été atteint depuis 2013 en Loire-Atlantique et 2011 en France métropolitaine.

Nombre d'enfants par femme (indice conjoncturel de fécondité)



Source : Insee, État civil, Estimations de population

Ce niveau de fécondité, historiquement faible, marque une rupture avec la situation observée quelques décennies plus tôt. En 1975, les femmes de Loire-Atlantique avaient en moyenne près de 2,2 enfants, contre 1,9 en France métropolitaine. Le département se distinguait alors par une fécondité significativement plus élevée que la moyenne nationale. Mais cette spécificité s'est progressivement atténuée. L'Insee Pays de la Loire a d'ailleurs souligné[3], qu'au cours des dernières années *« les spécificités sociodémographiques des ligériennes s'atténuent, au détriment de la fécondité : plus diplômées et plus actives, elles se marient moins qu'auparavant et ont des enfants plus tard ».*

Ces phénomènes ont un impact non négligeable sur la baisse des naissances. Celle-ci est d'autant plus frappante que le nombre de femmes en âge de procréer, notamment des 20-40 ans, continue de progresser. En France, il augmente de 0,7 % entre 2016 et 2022. Mais cette augmentation est encore plus marquée localement. Sur la même période, le nombre de femmes de 20 à 40 ans progresse de 6,0 % en Loire-Atlantique, de 7,2 % à Nantes et de 9,3 % à l'échelle de Nantes Métropole.

Il est difficile de prédire l'évolution des naissances dans les années à venir, celle-ci étant dépendante des facteurs économiques, sociaux et des migrations résidentielles, mais elle sera vraisemblablement à la baisse tant que ces dynamiques se poursuivront.

[3] Métiers, diplômes, mariages : les spécificités régionales s'atténuent au détriment de la fécondité, Insee Analyses Pays de la Loire, n°124, mars 2024

L'espérance de vie augmente et les besoins des séniors également

Moins de jeunes, c'est inévitablement une population qui vieillit. Mais ce vieillissement est d'autant plus rapide qu'il se traduit par une forte progression du nombre de séniors, facilitée par l'allongement de l'espérance de vie. Cette transformation démographique participe à modifier en profondeur la structure par âge de la société et renforce le poids des séniors (et leurs besoins) dans la population. Mais c'est aussi un élément important pour comprendre la dynamique actuelle du solde naturel.

Une espérance de vie élevée en Loire-Atlantique

En 2025, l'espérance de vie à la naissance atteint 86,2 ans pour les femmes et 80,3 ans pour les hommes en Loire-Atlantique. Elle progresse depuis plusieurs années, même si une phase de stabilisation s'observe entre 2023 et 2025, notamment en lien avec l'épisode de grippe particulièrement virulent durant l'hiver 2024-2025.

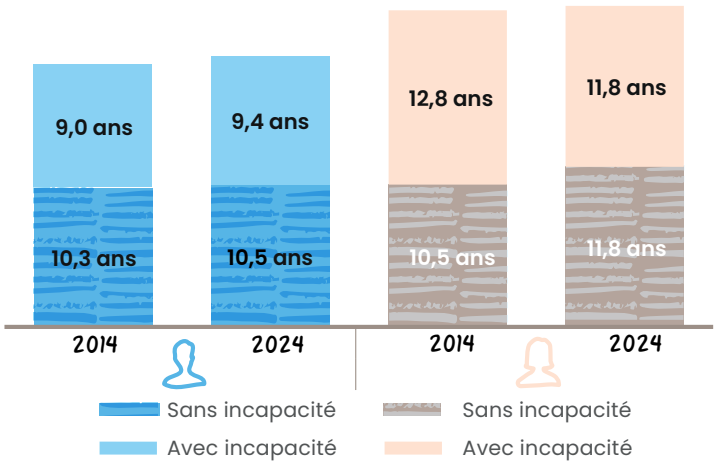
L'espérance de vie des habitants de Loire-Atlantique demeure globalement supérieure à la moyenne nationale pour les femmes (+ 0,3 an) et équivalente pour les hommes. En 2024 en France, à 65 ans, une femme peut espérer vivre encore 23,6 ans, contre 19,9 ans pour un homme. Cet écart s'explique en partie par les modes de vie et des comportements des hommes et des femmes, notamment en matière d'activité professionnelle, de consommation de tabac ou d'alcool.

Vivre plus longtemps, mais pas toujours sans incapacité

L'espérance de vie globale masque en effet des réalités contrastées en matière de santé. Pour la qualifier, la DREES[4] distingue l'espérance de vie en bonne santé[5] et espérance de vie avec incapacité. En 2024, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans est assez proche entre les femmes et les hommes.

Mais les femmes vivant plus longtemps, elles passeront en moyenne une durée plus importante de leur vie avec des limitations dans leur vie quotidienne. Une femme de 65 ans vivra en moyenne 11,8 ans avec incapacité (contre 9,4 ans pour les hommes).

Décomposition de l'espérance de vie à 65 ans

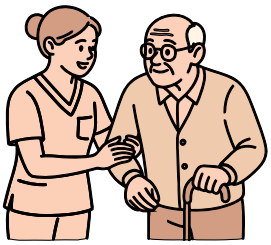


Source : Insee, Etat-Civil et SRCV

Des besoins croissants en soins et en accompagnement

Ces données indiquent qu'autour de 75-80 ans, les besoins en soins et en accompagnement augmentent sensiblement. Or, les premières générations du baby-boom souffleront en 2026 leurs 80ème bougie.

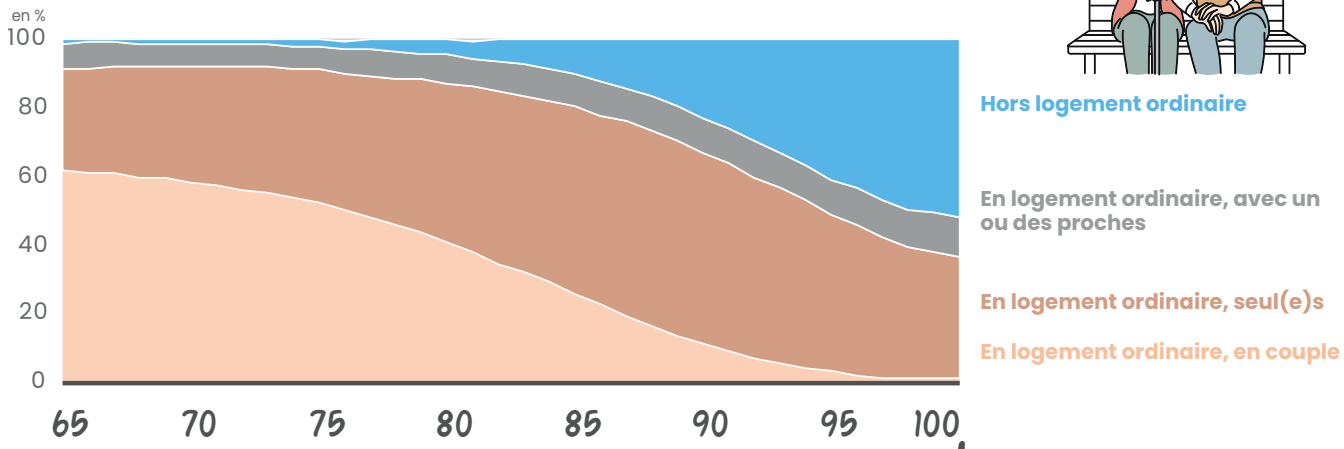
En 2021, 32 % des personnes âgées de 65 ans et plus vivent seules dans leur logement en France (hors Mayotte). Cette proportion atteint 45 % chez les 85 ans et plus, et s'élève à 43 % en Loire-Atlantique.



[4] Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

[5] L'espérance de vie sans incapacité mesure le nombre d'années qu'une personne peut compter vivre sans souffrir d'incapacité dans les gestes de la vie quotidienne. Cette mesure s'appuie sur les réponses à la question posée dans le dispositif européen European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) « Êtes-vous limité(e), depuis au moins six mois, à cause d'un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement ? ». Les personnes répondant « Oui, fortement » ou « Oui, mais pas fortement » sont considérées comme souffrant d'incapacités.

Lieu de résidence et mode de cohabitation des femmes âgées de 65 ans ou plus en 2021



Source : Insee - RP
Champ : France hors Mayotte

Les modes de résidence évoluent sensiblement avec l'avancée en âge[6]. Majoritaire avant 82 ans, la vie en couple devient de moins en moins fréquente ensuite, en raison notamment du décès du conjoint ou de la conjointe. Vivre seul à domicile concerne un peu plus d'un quart des séniors âgés de 65 à 74 ans, près d'un sénior sur deux entre 90 et 94 ans.

L'espérance de vie plus élevée des femmes se traduit également par une plus grande fréquence des situations de solitude en fin de vie. Selon l'Institut national d'études démographiques (Ined), une femme âgée de 60 ans en 2019 vivra en moyenne 13 années de veuvage, soit environ la moitié de son espérance de vie. Cette durée est plus longue pour les femmes aux revenus les plus modestes pour lesquelles l'espérance de vie du conjoint s'avère bien inférieure à la moyenne nationale.

Logement et autonomie : le défi de l'adaptation du cadre de vie

Si les enjeux de santé et de perte d'autonomie appellent un renforcement de l'accompagnement assuré par les aidants ou des structures spécialisées, la réalité du vieillissement en France s'écrit d'abord au domicile. Certes, l'accueil en établissement devient une réalité croissante aux âges les plus avancés (concernant 25 % des 90-94 ans et 42 % des 95 ans ou plus), mais le maintien en logement ordinaire demeure majoritaire : 58 % des personnes de 95 ans et plus résident toujours chez elles.

Dès lors, l'enjeu pour les politiques publiques dépasse la seule prise en charge de la dépendance. Il s'agit désormais de préparer le territoire aux défis du vieillissement : proposer des logements adaptés et garantir une proximité immédiate avec les services et les mobilités, mais aussi lutter contre l'isolement social pour favoriser un « bien vieillir » actif et prévenir la perte d'autonomie.

Le choc de la transition démographique : une hausse sans précédent du nombre de décès

Parallèlement, les territoires doivent se préparer à l'augmentation de la mortalité. En Loire-Atlantique, ce phénomène est déjà à l'œuvre avec une hausse de 20 % des décès en dix ans (passant de 10 400 en 2014 à 12 500 en 2024).

Les projections de l'Insee confirment l'ampleur de ce défi à venir : le nombre de décès devrait encore croître de 24 % au cours de la prochaine décennie pour atteindre 15 500 disparitions annuelles en 2034, et même 18 500 décès en 2054 (+ 48 %). Ce « choc de mortalité » exige une réflexion sur les effets pour les équipements publics liés à la fin de vie et sur la gestion des services funéraires.

[6] En 2021, une personne de 65 ans ou plus sur trois vit seule dans son logement, Insee Première n°2040, février 2025

CONCLUSIONS & ENJEUX

Le dynamisme démographique reste soutenu en Loire-Atlantique. Toutes les intercommunalités et toujours 9 communes sur 10 continuent de gagner des habitants. Même si les migrations résidentielles restent une composante importante de la démographie locale, la Loire-Atlantique est marquée, comme d'autres départements français, par l'érosion du solde naturel. C'est ce phénomène qui entraine un ralentissement de la dynamique démographique, sous l'effet combiné d'une diminution des naissances et d'une hausse des décès, accélérant le vieillissement démographique.

Si la fécondité décline selon une tendance comparable à celle du niveau national, la Loire-Atlantique conservait jusqu'à récemment une fécondité plus élevée. Nantes et Nantes Métropole faisaient même figure d'exception puisque les naissances ont continué d'augmenter jusqu'en 2021. Cet excédent naturel s'atténue aujourd'hui, influencé par des facteurs structurels en lien avec la durée des études, l'insertion professionnelle, etc. Des évolutions sur les aspirations des familles et les représentations / opinions des individus pèsent également dans la baisse de la fécondité.

Parallèlement, la hausse du nombre de séniors s'accélère avec l'arrivée aux grands âges des premières générations du baby-boom. Si la part des séniors progressera certainement de manière importante sur le littoral, c'est bien dans la métropole que leur nombre augmentera le plus. Le vieillissement de la population entrainera un accroissement des besoins en matière de santé, de services à la personne et de solidarité, notamment pour prévenir l'isolement et accompagner la perte d'autonomie. Il finira aussi inexorablement à accroitre le nombre de décès dans les années à venir.

Dans ce contexte, ces mutations démographiques appellent à adapter de nombreuses politiques publiques. Pour y faire face, les collectivités locales se doivent de renforcer leur capacité d'anticipation afin de garantir l'adéquation de l'offre aux besoins de leurs habitants. Ces évolutions touchent directement l'organisation des services et des équipements, des capacités d'accueil de la petite enfance jusqu'aux infrastructures dédiées au grand âge. Elles appelleront plusieurs réponses coordonnées. D'une part, sur l'adaptation du parc de logements : la croissance des ménages étant nettement plus rapide que la population, il y a inévitablement un besoin en logements à anticiper, même à population constante. D'autre part, sur l'évolution des mobilités et le renforcement de l'offre médico-sociale, piliers indispensables au maintien d'un maillage de services de proximité cohérent et solidaire.

Pour aller plus loin

- *En 2025, le solde naturel en France est négatif pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*, Insee, Insee Première n°2087, Janvier 2026
- *La population française continue de croître, le solde naturel y contribue de moins en moins*, Insee, Insee Focus n°374, Décembre 2025
- *Une transition démographique s'amorce en Loire-Atlantique*, Auran, Les synthèses de l'Auran n°95, Février 2025
- *Les Français·es veulent moins d'enfants*, Ined, Population et Sociétés n°635, juillet-août 2025
- *L'espérance de vie sans incapacité à 65 ans est de 11,8 ans pour les femmes et de 10,5 ans pour les hommes en 2024,* Drees, Études et Résultats n° 1363, janvier 2026

Dossier piloté par Charlotte Thomas-Morel avec l'appui de l'équipe de l'Auran

Auran - Agence d'Urbanisme de la Région Nantaise -
2 cours du Champ de Mars BP 60827 - 44008 Nantes cedex 1 - Tél. 02 40 84 14 18 - www.auran.org

AURAN